

## L'ECOLE MARXISTE YUGOSLAVE : AUTOGESTION, MARCHE, PLAN

SDS n° 29, mai 1966

Un nombre de plus en plus grand d'économistes et théoriciens du marxisme « officiel », qui, pendant toute une période, avaient loué quasi inconditionnellement le « modèle » économique stalinien en vigueur en URSS et dans d'autres Etats ouvriers, sont actuellement en train de « découvrir » les défauts de la « planification administrative » ou exclusivement centralisée, « technique », qui manipule arbitrairement la loi de la valeur.

Et, fait plus important encore, nombre d'Etats ouvriers en commençant par l'URSS, sont en train d'introduire des « réformes » qui essaient de tenir compte de ce qu'on peut appeler les réalités économique-sociales de la période historique de transition.

On commence en effet à admettre qu'il s'agit tout d'abord de toute une « période historique » pour que se réalise la transition du capitalisme au socialisme et au communisme et que pour le moment tous les Etats ouvriers, URSS comprise sont à des degrés divers des Etats préparatoires au socialisme phase inférieure du communisme.

On accepte d'autre part, plus ou moins clairement, l'idée que pendant cette phase et pour une longue période encore les « catégories marchandes » subsistent, y compris au sein du « secteur socialiste » de l'économie des Etats ouvriers et que, dans ces conditions, la « planification » nécessaire ne saurait être rigide, « parfaite », - mais au contraire « souple », conditionnée par le niveau atteint des forces productives et subordonnée au développement rapide de ces forces et à la satisfaction réelle des besoins sociaux démocratiquement exprimés. Les « catégories marchandes » subsistent parce que, entre autres, il est encore impossible vu le faible développement des forces productives - de planifier centralement la production, la répartition, la consommation et de calculer en temps de travail socialement nécessaire et non pas en prix tout en tenant compte pour ce calcul non seulement de l'utilité sociale des différents produits dans le cadre d'une économie « socialiste », autarcique, mais aussi de l'existence du marché mondial.

Ce dernier élément, des économistes marxistes, « officiels » ou non, ont une fâcheuse tendance à l'oublier. Or il pèse de plus en plus sur l'économie des Etats ouvriers, le secteur des Etats capitalistes avancés représentant actuellement le sec-

teur le plus productif de l'ensemble de l'économie mondiale.

C'est lui, par conséquent, qui détermine sur le marché mondial la formation des prix de nombre de produits essentiels, la productivité de sa production étant à la base de ce qui peut être considéré, dans les conditions techniques actuelles le temps socialement nécessaire pour ces productions. Or nulle part le régime socialiste ne peut être considéré comme ayant gagné la partie contre le capitalisme, avant d'être en mesure de produire mieux, plus vite et moins cher que le capitalisme.

Le nouveau développement organique des forces productives dans les pays capitalistes avancés enregistré depuis la guerre soumet les Etats ouvriers à une pression accrue et exige de

leur part une reconsidération radicale de leur « modèle » économique. Mais dans le cas d'un Etat ouvrier, toute réforme radicale dans ce domaine n'est pas une question exclusivement « économique » mais économique-sociale.

C'est ce qu'ont compris déjà depuis longtemps les Yougoslaves en essayant d'assurer la supériorité de leur régime, y compris dans le domaine économique, par le fonctionnement de plus en plus conséquent du système économique-social de l'autogestion totale.

« Si nous avons opté pour l'autogestion sociale, c'est parce que nous voulions ouvrir les voies à une nouvelle logique du développement social, différente de celle qui émane de la gestion administrative et technique de l'économie. Nous tendons à ouvrir la voie à la logique qui, sur la base de la propriété sociale des moyens de production - c'est-à-dire à un stade supérieur de l'évolution historique - reliera à nouveau le travailleur aux conditions, aux moyens et aux fruits de son travail et fera de ce rapport économique et de cette position de l'homme, la principale force motrice du progrès social. De la sorte, l'autogestion devient non seulement la forme dominante et l'animatrice des rapports économiques socialistes dans notre pays et le point de départ de la CENTRALISATION DEMOCRATIQUE de toute une série de fonctions économiques qui ne peuvent être exercées que de manière CENTRALISEE, mais aussi le facteur qui détermine les FORMES DE TOUT LE SYSTEME POLITIQUE DEMOCRATIQUE. LES CHOSES ETANT CE QU'ELLES SONT, NOTRE TACHE PRINCIPALE CONSISTE DESORMAIS A ADAPTER JUSQU'AU BOUT TOUT NOTRE SYSTEME ECONOMIQUE ET

POLITIQUE AU SYSTEME D'AUTO-GESTION» (2) (souligné par nous).

Les dirigeants yougoslaves sont parfaitement conscients des problèmes multiples que pose l'édification d'un tel système.

Parmi ces problèmes, un des plus importants est celui du rôle de l'Etat dans la vie économique et de la conception de la planification sociale nécessaire dans le cadre d'un régime basé sur l'autogestion.

Il est absurde d'accuser les dirigeants yougoslaves de vouloir aboutir à une décentralisation économique et sociale complète entre unités économiques et sociales complètement indépendantes et concurrentielles, qui se disputent entre elles le marché national et international.

Dans un pareil cas, vu le faible développement des forces productives, relatif et absolu, de la Yougoslavie par rapport à la productivité accrue du secteur capitaliste de l'économie mondiale, il y aurait vite un danger certain d'assister à la «recapitalisation» de l'économie. Or, quand on parle de l'expérience yougoslave, aussi hasardeuses que puissent paraître certaines audaces libérales du régime (comme celles en cours avec le développement de la «réforme»), il ne faut jamais oublier que la propriété du secteur autogéré reste sociale «inaliénable, et que l'Etat, défenseur de la propriété sociale tout en «dépérisant», intervient toujours de manière décisive afin d'assurer le développement plus rapide, substantiel et équilibré, du secteur social, et non privé, de l'économie nationale.

«L'Etat socialiste demeure un facteur et un appui indispensable et très important pour les rapports économiques socialistes. Mais dans les conditions de l'autogestion sociale socialiste, la contrainte dans les rapports et l'activité économiques ne donnera de résultats positifs que lorsqu'elle sera un appui pour les travailleurs associés, dans leur activité et dans les intérêts qui en émanent, tels que, par exemple : LA GESTION PLANIFIEE DE L'ECONOMIE, L'UNITE DU SYSTEME, LA SAUVEGARDE DE L'EGALITE DES CONDITIONS ET DES DROITS DU TRAVAIL, LES MESURES REGULATRICES DESTINEES A ASSURER L'APPLICATION, DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DEFINIE PAR LE PLAN, LES MESURES DE CONTROLE ET D'ORIENTATION DU MARCHE, etc.

Les dirigeants yougoslaves considèrent à juste titre erronée l'idée «que les rapports économiques fondés sur la contrainte «comme dans le cas de la planification

rigide, administrative, technique, exclusivement centraliste «constituent le véritable socialisme».

Ils critiquent les dirigeants chinois non pas à cause de la grande concentration des forces économiques et politiques aux mains de l'Etat - qu'ils jugent indispensable pour tout un temps afin de créer les conditions élémentaires du progrès économique, dans le cas plus particulier d'un pays sous développé - mais parce que les Chinois essaient «de perpétuer certaines formes et méthodes sociales - qui sont une nécessité des conditions chinoises actuelles et, comme telles, sont essentiellement transitoires et hypothéquées par de nombreuses survivances de rapports sociaux historiquement dépassés»,

Les dirigeants chinois commettent d'autre part «une erreur encore plus lourde en jugeant à travers elles la nature des rapports sociaux dans les autres pays et en essayant même de les imposer aux autres comme un idéal du socialisme. En outre, ces tendances les empêchent eux-mêmes de trouver des voies plus appropriées dans la lutte pour le développement économique et socialiste de la Chine» (. . .)

Le rôle de l'Etat, tel que le conçoivent les Yougoslaves dans le système économique-social de l'autogestion, est explicité dans le domaine de la planification sociale.

Les dirigeants yougoslaves admettent sans difficulté que la conception du rôle et du caractère de la planification dans les conditions de l'autogestion sociale, n'est pas parfaitement élucidée pour tout le monde.

L'harmonisation de la planification sociale et de l'auto gestion est loin d'être encore parfaite.

La difficulté provient du caractère même du sujet, du double but à atteindre : « premièrement assurer les conditions optimales pour le travail et le développement du producteur individuel et du producteur associé, ce qui signifie que les besoins et l'intérêt des communautés de travail doivent être LE POINT DE DEPART DE LA PLANIFICATION ; deuxièmement, garantir et protéger les intérêts sociaux collectifs tels que : LA COORDINATION ET L'ORIENTATION -PLANIFIEES DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIS-UE, LES CRITERES DE REPARTITION DU REVENU SELON LE TRAVAIL LE CONTROLE SOCIAL DU MARCHE, LES CONDITIONS OPTIMALES POUR LA PARTICIPATION DE L'ECO NOMIE YUGOSLA-

VE AUX ECHANGES INTERNATIONAUX, etc. ».

La planification sociale nécessaire n'est pas un but en soi, mais n'est pas non plus un « simple instrument d'information de prévision, ou une sorte d'aide technique aux organes de gestion de l'économie et aux organes des communautés territoriales. Si la société socialiste se laissait entraîner à de pareilles conceptions, l'homme renoncerait au contrôle conscient du mouvement des forces matérielles et deviendrait l'esclave des forces aveugles ».

Que la planification ne soit pas un but en soi, d'autres que les Yougoslaves l'admettent également. Comme par exemple C. Bettelheim qui affirme maintenant que « la caractéristique fondamentale du socialisme d'une économie au sein de laquelle le socialisme est en construction « n'est pas d'être soumise « à un plan ou de se développer selon un plan « mais « d'être soumise aux besoins sociaux et de se développer selon les exigences de ses besoins (dont il importe que le plan soit l'expression aussi adéquate qu'il est possible, dans les conditions économiques, sociales et politiques données) ».

Pour que le plan puisse correspondre à chaque étape donnée « aux exigences du développement social aux besoins sociaux aux exigences de proportionnalité, d'efficacité, etc. »

est nécessaire de partir dans son élaboration, des rapports sociaux de base, ceux de l'autogestion dans le cas yougoslave. Il s'agit ensuite de tenir compte que du fait de l'existence de ces cellules économiques de base, on ne saurait aboutir à leur intégration totale dans une économie automatiquement planifiée, que par un long processus d'intégration partielle, à travers des rapports multiples que ces cellules contractent entre elles et régularisent au moyen du marché et de ses « catégories ». En Yougoslavie, le processus de l'intégration combinée à l'autogestion prend à l'étape actuelle la forme de la coopération entre entreprises industrielles ou d'associations d'affaires (I I). De façon générale, la planification en système d'autogestion doit assurer la conciliation des programmes de développement des cellules de base avec les intérêts généraux à court et à long terme de la société, à ou plus exactement avec les objectifs de la politique économique de la société ». Pour cette raison, la conception globale de la planification en système d'autogestion comprend, selon les dirigeants yougoslaves, trois aspects fondamentaux : « Tout d'abord la planification doit se fonder sur une étude technique

et une analyse scientifique systématique des mouvements économiques, en partant des besoins et des intérêts économiques de la communauté de travail et en indiquant en même temps les voies de l'action sociale qui garantiront l'harmonie du développement économique et les conditions les plus favorables au travail à la reproduction et à la politique de développement économique à long terme. Cette analyse doit servir de base à l'adoption, en politique économique, des décisions qui seront mises en œuvre par les organes compétents des communautés territoriales.

Elle ne peut pas être elle-même une loi, pour la simple raison qu'elle est par trop sujette aux appréciations subjectives. Un autre rôle du plan consiste à préciser les tâches, les objectifs, les instruments sociaux de la politique économique concrète et de l'orientation sociale qui découlent de cette analyse et des besoins de la pratique.

A cet égard, les tâches immédiates du plan sont les suivantes : tenir compte des besoins des communautés de travail dans leurs efforts pour relever au maximum la productivité du travail ; créer les conditions les plus stables pour l'activité économique ; écarter les causes de perturbations ; stimuler les travailleurs et les collectifs à accélérer le plus possible le développement des forces de production ; assurer les moyens et instruments qui garantiront le principe de l'égalité des droits dans les rapports économiques entre les hommes et entre les peuples, et déterminer sur cette base les voies de développement à long terme. A cet égard, cependant, le plan doit être considéré comme une loi. Car il ne s'agit pas ici de l'imposition d'une volonté extérieure aux besoins et aux intérêts des travailleurs dans le travail associé, mais bien de leurs obligations mutuelles qui sont la condition de leur travail associé.

Enfin, le cadre et les lignes directrices du programme de développement économique à long terme doivent émaner de tâches et buts de la politique économique ».

Ainsi, c'est l'orientation de la production sociale qui détermine le plan, et non pas la subordination des intérêts de cette production et de son développement à des buts « supérieurs » (définis subjectivement de manière technocratique) qui doit constituer le point de départ et l'essence de la planification.

Dans un dernier article, nous examinerons critiquement certains aspects de l'expérience yougoslave et nous émettrons

